

Besoins de recherches et d'études évoqués par les gestionnaires urbains rencontrés par la plate-forme en Régions bruxelloise et wallonne

1. Besoins de données locales

Les interviews ont mis en évidence le besoin important ressenti par les gestionnaires urbains de disposer de données locales c'est-à-dire à l'échelle de la ville, du quartier, de l'îlot voire de la rue ou même de la partie de rue. Il existe clairement une demande de recherche concernant la mise en place de réseaux de production d'informations et d'indicateurs sur le développement urbain.

Les questions portent notamment sur les points suivants :

a) Type de données ou d'outils demandés :

De manière générale, les données produites doivent être récentes, dynamiques, faciles à relever et doivent pouvoir faire l'objet d'une actualisation fréquente et régulière et de comparaisons spatiales et temporelles notamment à des fins de benchmarking.

Des demandes plus spécifiques ont également été identifiées :

- constitution de baromètres de vitalité des quartiers ;
- élaboration "d'indicateurs d'alerte précoce" (permettant d'avertir des tensions émergentes dans un quartier donné) ;
- élaboration de tableaux de bord permettant le suivi des différents dispositifs d'intervention (contrats de quartier, ZIP...);
- développement d'outils et de méthodes aidant les acteurs de terrain à objectiver les manques et les besoins, à argumenter la phase de diagnostic des projets (à des fins d'obtention de budgets) ;
- développement d'outils permettant d'évaluer la qualité des espaces publics et du bâti/des façades (par ex. : l'espace public est-il adapté aux enfants ?) ;
- élaboration d'indicateurs caractérisant le secteur du logement : coût du m² de logement (à bâtir et locatif), nombre de logements, identification de propriétés communales,...

b) Collecte et traitement des données :

- organisation locale de la collecte des données et de la collaboration entre acteurs;
- recensement et valorisation des observations effectuées quotidiennement par les agents de terrain (agents de quartier, éducateurs de rue, les gestionnaires de contrats de quartier...);
- recours potentiels aux enquêtes de terrain ;
- recours aux systèmes d'information géographiques.

c) Forme et organisation :

- niveau de mise en place des observatoires (fédéral, régional, local, ...?) ;
- moyens de garantir l'accès aux données ou l'amélioration de la diffusion des données confinées chez certains détenteurs (Universités, Town Center Managers,...) ;
- moyens de garantir la capacité des administrations locales et régionales à accéder aux données de bases et à les traiter ;

- recours ou non à la sous-traitance (question sous-tendant celles de l'accès des gestionnaires urbains aux données produites et de la transversalité des réseaux).

2) Besoins concernant l'évaluation des opérations de rénovation/ revitalisation.

La demande identifiée porte essentiellement sur l'élaboration d'indicateurs d'impacts plutôt que sur les traditionnels rapports de réalisation des opérations de rénovation effectuées (nombre de façades réhabilitées, affectation des ressources budgétaires, nombre d'heures d'ouverture d'un service donné, etc.).

a) Objets spécifiques nécessitant une évaluation :

- évaluation des méthodes et pratiques utilisées sur le terrain (rapport coût/résultats, performances, transposabilité) ;
- évaluation de la correspondance entre les opérations de rénovation urbaine réalisées et l'actualisation du schéma directeur sur lequel s'étaient initialement basées ces opérations de rénovation urbaine ;
- évaluation des impacts des processus de rénovation/revitalisation en terme de gentrification, en particulier en ce qui concerne la dispersion des anciennes populations qui se sont vues "chassées" par la rénovation ;
- évaluation de la participation au niveau des opérations de rénovation/revitalisation urbaine ;

b) Besoins de méthodologies d'évaluation :

- élaboration d'un recueil d'informations sur les diverses méthodes d'évaluation, leurs pertinence et leurs limites (évaluation ex-ante, concomitante, ex-post ? évaluation qualitative, participative, auto-formative ? évaluation externe ou interne ? benchmarking ?...);
- méthodologie d'évaluations permettant que celles-ci ne se transforment pas nécessairement en « évaluation-sanction » ;
- méthodologie d'évaluations permettant de ne pas produire un surcroît de charges administratives excessif pour les (petites) communes.

c) Besoins d'outils d'évaluation :

- développement d'outils d'évaluation globale (aspects sociaux, économiques, environnementaux, patrimoniaux -qualitatifs et quantitatifs) ;
- développement d'outils d'évaluation à long terme (facilitant entre autres la mesure des effets d'entraînement) ;
- élaboration d'outils qui permettent de distinguer ce qui est le fruit d'une action de revitalisation donnée, de ce qui est le fruit d'une influence externe indépendante du projet;

3) Besoins concernant la participation

Les demandes portent ici essentiellement sur les méthodologies favorisant la participation ou le maintien de celle-ci.

a) Besoins d'information :

- demande d'informations concernant les méthodologies de la participation ;
- recherches sur les relations secteur public/secteur privé dans le domaine de la revitalisation commerciale, de la rénovation, par exemple, en terme de gestion financière.

b) Besoins méthodologiques :

- demande de méthodologies visant à éviter que la participation ne se transforme en pseudo-démocratie (phénomène NIMBY, appropriation des outils de la participation par les personnes les mieux formées pour manier ce genre d'outils,...) ;
- demande de méthodologies suscitant l'association du secteur privé aux opérations de revitalisations urbaines en RW ;
- demande de méthodologie de maintien de la motivation des populations participantes face aux temporalités de la rénovation urbaine.

c) Besoins d'évaluation :

- demande d'évaluation des processus de participation existant en Belgique au niveau des dispositifs de rénovation/revitalisation; comparaison des méthodologies possibles.

4) Besoins concernant l'amélioration de l'efficacité administrative

a) Besoins d'identification des potentialités locales à participer aux opérations de rénovations urbaines :

- demande d'études portant sur la capacité actuelle des différentes communes à développer des services internes (urbanisme, travaux, service de documentation, développement de bases de données propres, etc.) facilitant l'obtention de subsides publics. Etudes portant sur les manières d'optimiser les ressources communales en vue de lutter contre l'inégalité d'accès aux subsides publics.
- demande d'études portant sur le degré d'information des communes des possibilités de subsidiations.

b) Besoins d'améliorations de la transversalité administrative :

- analyse concernant la rationalisation du contenu des rapports demandés auprès d'opérateurs de terrain en ce qui concerne les projets de rénovation / revitalisation /

dispositifs d'insertion socio-professionnelle...(uniformisation des indicateurs demandés, références spatio-temporelles,...) ;

- demande de recherches méthodologiques concernant les mécanismes et structures à mettre en œuvre pour améliorer la transversalité administrative horizontale;
- demande d'analyse des temporalités différentes des diverses administrations et des contraintes qu'elles imposent aux bénéficiaires de leurs subsides

c) Besoins d'évaluation des cohérences des politiques des différents niveaux de pouvoirs :

- demande d'analyse de la cohérence des politiques menées au niveau régional et communal en matière de rénovation/revitalisation.

5) Autres :

a) Besoins relatifs aux opérations de rénovation/revitalisation urbaine :

- analyse de la temporalité des projets de rénovation/revitalisation urbaine et développement de méthodologies relatives à la gestion du temps dans le cadre de ces opérations ;
- au niveau macro-économique, élaboration d'un modèle théorique qui permette de dresser une typologie décrivant le « degré de développement » d'un quartier ;
- élaboration d'indicateurs mettant en évidence la plus-value d'une approche intégrée par rapport à la juxtaposition d'approches sectorielles ;
- recherche sur les questions de perceptions différentes selon les acteurs en termes d'espace et de temps, sur les questions relatives à la gestion du temps ;
- études sociologiques et juridiques sur les conceptions de la propriété privée et leurs retombées en matière d'aménagement du territoire, particulièrement dans les relations entre pouvoirs publics et propriétaires privés.

b) Besoins divers :

- réflexion sur la problématique des petits métiers de la ville (gardiens de parcs, entretien des arbres, ouvriers spécialisés des espaces publics / espaces verts, flotiers, métiers urbanistiques, etc.) et de leur prise en charge par le niveau fédéral ou régional ;
- recherche comparative sur les coûts de l'éco-construction relativement à la construction classique ;
- études de faisabilité de la construction d'une relation entre le montant du minimex perçu et le coût local du logement en vue de favoriser le maintien des populations sur le lieu de la rénovation et éviter les phénomènes de gentrification..